

DECISION DU PRESIDENT

Objet : Organisation de séjour de vacances Eté 2023

Le Président de la Communauté de Communes du TERNOIS

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 5211-10

Vu le Code de la Commande Publique en particulier les articles L. 2123-1 de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et R. 2123-1 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 concernant la procédure adaptée.

Vu les crédits inscrits au Budget 2023

Vu la Délibération du 15 juillet 2020 donnant délégation au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres, des marchés subséquents, et de prendre toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget

Considérant l'avis d'appel à concurrence publié à La Voix du Nord le 07/12/2022 et sur la plateforme de dématérialisation le 09/12/2022 (CdG596280).

Considérant la date de remise des offres fixée au 13/01/2023 à 12h00.

Considérant le rapport d'analyse des offres et des candidatures effectué en prenant en compte les critères de sélection des candidatures et de jugement des offres indiqués au règlement de consultation du dit marché.

Considérant l'offre économiquement la mieux disante émanant de l'ASSOCIATION I2V ITINERAIRE VACANCES ET VOYAGES 18 bis rue de la gare 59470 ESQUELBECQ

DECIDE

Article 1 : de conclure et signer le marché relatif à l'organisation de séjour de vacances Eté 2023 pour enfants et jeunes avec ASSOCIATION I2V ITINERAIRE VACANCES ET VOYAGES 18 bis rue de la gare 59470 ESQUELBECQ. Le présent accord cadre est conclu sur l'organisation de deux séjours de vacances pour enfants et jeunes de 7 à 17 ans issus du Territoire du Ternois. Chaque séjour, se déroulera pendant les vacances d'été entre le vendredi 7 juillet et le lundi 28 août 2023 pour une durée de 15 jours hors trajet (pour le séjour de juillet 2023 : 1084 € HT/enfant, pour le séjour d'août 2023 : 944 € HT/enfant)

Article 2 : Madame la Directrice Générale des Services et le Trésorier payeur de la Collectivité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du CGCT, la présente décision fera l'objet d'une information lors d'un prochain Conseil Communautaire et figurera au registre des décisions de la Collectivité

Fait à Herlin le Sec, le 17 Février 2023


Le Président,

Marc BRIDOUX

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit : - à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ; - deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.